

OUTILS DE PLAIDOYER DE L'INDICE OUT OF THE SHADOWS
(SORTIR DE L'OMBRE) | Plaidoyer pour le financement

Plaidoyer pour le financement



Pilier de la prévention



Researched and developed by

**ECONOMIST
ENTERPRISE**



**Together
for girls**
STRENGTH IN NUMBERS

**brave
movement.**

Table des matières

Ce qu'aborde cet outil	1
Comment utiliser cet outil	2
Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?.....	3
Privilégiez la protection	3
Des indicateurs aux lignes budgétaires.....	4
Quand présenter des requêtes budgétaires.....	6
Comment chiffrer votre requête	8
Justifier l'investissement	11
Argument économique	12
Argument des droits et des obligations	14
Argument de santé publique	16
Votre paragraphe de proposition budgétaire	20
Comment continuer	21



Researched and developed by



Plaidoyer pour le financement

Pilier de la prévention

Ce qu'aborde cet outil

Le présent document vous aide à transformer les conclusions de l'Indice en argumentaire en faveur d'investissements et en requête budgétaire. Il vous explique ce que les gouvernements doivent prévoir dans leur budget pour améliorer les scores des différents indicateurs, comment présenter votre requête au bon moment du cycle budgétaire, comment estimer un chiffre crédible et comment défendre cet investissement.

Seulement 9 pays

offrent dans le premier cycle du secondaire une éducation sur la sexualité et la santé reproductive fondée sur des compétences utiles à la vie courante qui apprend à reconnaître les violences sexuelles et la sécurité en ligne et à demander de l'aide

Indicateur 2.1 de l'Indice

2 pays seulement

la Colombie et le Kazakhstan sont les seuls à exiger que les professionnels de la santé qui s'occupent d'enfants reçoivent une formation sur la violence sexuelle contre les enfants

Indicateur 2.4 de l'Indice

60 % des pays

n'exigent pas de vérification des antécédents pour les personnes travaillant directement avec des enfants

Indicateur 2.3 de l'Indice

Comment utiliser cet outil

Commencez par la section qui correspond à l'étape où vous vous trouvez :

- **Vous élaborez votre argumentaire ?** Commencez par Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ? et Justifier l'investissement.
- **Vous vous préparez pour une réunion ou une proposition ?** Parcourez Des indicateurs aux lignes budgétaires pour trouver des requêtes prêtes à l'emploi, puis utilisez Votre paragraphe de proposition pour rédiger votre requête écrite.
- **Vous avez des doutes sur le moment opportun ?** Consultez Quand présenter des requêtes budgétaires pour identifier le moment idéal dans le cycle budgétaire.
- **Vous avez besoin d'un chiffre ?** Rendez-vous dans la section Comment chiffrer votre requête pour découvrir cinq approches pratiques d'estimation des coûts.

Utilisez ce document en complément de la Fiche de renseignements pour le contexte, de la [Trousse à outils de réunion](#) lorsque vous présentez votre requête et des [Modèles de courriels](#) pour assurer le suivi par écrit.

Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?

En l'absence de budget, les lois et les politiques sont des promesses qui restent lettre morte. Le pilier de la prévention de l'indice Out of the Shadows évalue si les gouvernements ont déployé les programmes, les garanties et les professionnels formés nécessaires pour éviter la violence sexuelle contre les enfants et les adolescent.e.s avant qu'elle ne se produise.

Même quand ces cadres existent, ils ne fonctionnent que s'ils sont financés. Chaque loi, politique, programme et service dépend d'un financement soutenu et dédié. Trop souvent, cependant, les bureaux gouvernementaux ont des difficultés à allouer un budget aux nouvelles initiatives. Cette lacune de financement figure parmi les principaux obstacles aux progrès ; et votre plaidoyer peut contribuer à la combler.

Privilégiez la protection

Parcourez les outils du Brave Movement (Mouvement Brave) suivants : **Un plaidoyer en toute sécurité**, **Des événements de plaidoyer en toute sécurité** et **Conseils pour des réunions tenant compte des traumatismes** afin de vous assurer que vous êtes prêt.e et que vous soutenez pleinement les défenseurs des survivant.e.s qui vous accompagnent dans votre parcours.

Consultez notre **Trousse à outils pour l'évaluation des risques** complète et envisagez de mettre en œuvre les stratégies d'atténuation recommandées.

Des indicateurs aux lignes budgétaires

Les indicateurs relatifs à la prévention portent sur les lois, les politiques, les programmes et les services essentiels que les gouvernements doivent avoir mis en place pour assurer qu'aucun enfant ou adolescent ne subisse de violences sexuelles.

Utilisez ce guide pour renforcer vos demandes dans le cadre du plaidoyer. Les tableaux ci-dessous peuvent vous aider à formuler des requêtes ciblées à l'intention des décideurs du bon ministère (par exemple : Éducation, Affaires sociales ou Santé), au bon moment. Vous n'avez pas besoin d'aborder tous les domaines en même temps ; identifiez celui dans lequel votre pays a obtenu le score le plus faible et commencez par là.

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
2.1 Éducation des élèves	Les programmes scolaires nationaux pour les élèves du premier cycle du secondaire incluent-ils une éducation sur la sexualité et la santé reproductive fondée sur des compétences utiles à la vie courante, évoquant notamment la sensibilisation à la violence sexuelle et la sécurité en ligne ?	Ministère de l'Éducation : élaboration des programmes scolaires, formation des enseignants, matériels pédagogiques, intégration des contenus portant sur la sensibilisation à la violence sexuelle et la sécurité en ligne.	« Nous vous exhortons à allouer [montant] à l'élaboration et au déploiement obligatoire dans tous les établissements du premier cycle du secondaire d'une éducation sur la sexualité adaptée à l'âge et fondée sur des compétences utiles à la vie courante, y compris des contenus portant sur la sensibilisation à la violence sexuelle, la recherche d'aide et la sécurité en ligne. »

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
2.2 Pratiques parentales et soutien des personnes ayant la charge d'enfants	Des programmes de soutien aux pratiques parentales au moyen de visites à domicile et/ou dans des centres sont-ils disponibles ?	Ministère de la Santé / des Affaires sociales : programmes de visites à domicile, centres de soutien aux pratiques parentales, déploiement d'agents de santé communautaires, services de soutien aux familles.	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour mettre en place à grande échelle des programmes de soutien aux pratiques parentales au moyen de visites à domicile et dans des centres dans [nombre] districts. Cela permettra de doter les parents et les personnes ayant la charge d'enfants de compétences pour protéger les enfants contre la violence sexuelle. »
2.3 Vérifications des antécédents	Le pays exige-t-il des vérifications des antécédents criminels pour toutes les personnes travaillant avec des enfants et des adolescent.e.s ?	Ministère de la Justice / de l'Intérieur / de l'Éducation : système d'antécédents criminels, infrastructure de filtrage, mécanismes de mise en conformité, registre des délinquants sexuels.	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour mettre en œuvre des vérifications obligatoires des antécédents judiciaires pour tous les ressortissants nationaux et étrangers travaillant avec des enfants, y compris le personnel, les consultants et les volontaires, dans le secteur public comme privé. »
2.4 Formation avant l'embauche pour les prestataires de soins de santé	La législation nationale exige-t-elle une formation sur les violences sexuelles contre les enfants pour les médecins généralistes qui fournissent des soins primaires aux enfants et les adolescent.e.s ?	Ministère de la Santé / autorités chargées de l'enseignement médical : élaboration de programmes de formation avant l'embauche, modules de formation, formation continue sur la violence sexuelle contre les enfants et les adolescent.e.s	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour élaborer et intégrer une formation avant l'embauche ou continue obligatoire sur l'identification et l'intervention face aux violences sexuelles contre les enfants et les adolescent.e.s dans le programme national d'études médicales pour les médecins généralistes et les prestataires de soins primaires. »

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
2.5 Disponibilité d'une ligne d'assistance	Le pays possède-t-il une ligne d'assistance téléphonique gratuite, accessible à tous les enfants et adolescent.e.s dans tout le pays 24 h/24 et 7 j/7, joignable au moyen d'appels ou de messages et qui offre des services d'orientation ?	Ministère des Affaires sociales / de la Protection de l'enfance : fonctionnement de la ligne d'assistance téléphonique nationale, dotation en personnel, infrastructure technologique, formation des psychologues, systèmes d'orientation.	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour établir et maintenir une ligne d'assistance téléphonique gratuite pour les enfants, disponible dans tout le pays 24 h/24 et 7 j/7, joignable au moyen d'appels ou de messages, et qui offre des mécanismes d'orientation vers des services de protection de l'enfance appropriés. »

Quand présenter des requêtes budgétaires

Le plaidoyer pour le financement est plus efficace lorsqu'il est synchronisé avec le cycle budgétaire de votre gouvernement. Cela signifie que les requêtes doivent être présentées aux moments clés où les gouvernements sollicitent des contributions sur le budget ou prennent activement des décisions de financement. Le tableau ci-dessous décrit ces moments clés et les mesures à prendre à chaque étape.

Étape du cycle budgétaire	Ce qui se passe	Votre action
Consultations préalables au budget	Le gouvernement sollicite les contributions des parties prenantes sur les dépenses prioritaires. Cela se produit souvent 3 à 6 mois avant la présentation du budget au Parlement pour délibération.	Soumettez une note écrite en utilisant la formulation budgétaire indiquée ci-dessus. Demandez une réunion avec un représentant du ministère de la Santé et/ou des Finances. Utilisez votre Trousse à outils de réunion .

Étape du cycle budgétaire	Ce qui se passe	Votre action
Établissement du budget	Les ministères préparent leurs propositions budgétaires. C'est à ce moment-là que les postes budgétaires (types spécifiques de dépenses ou d'initiatives) sont décidés.	Collaborez avec des parlementaires alliés ou des contacts au sein des ministères pour assurer que des lignes budgétaires liées à la prévention soient incluses dans le projet de budget. Apportez la formulation de chiffrage spécifique indiquée dans le tableau ci-dessus.
Examen parlementaire	Le Parlement débat et approuve le budget. Les commissions peuvent tenir des auditions.	Demandez à intervenir lors de ces auditions. Coordonnez-vous avec les partenaires de la coalition pour amplifier la requête.
Exécution et suivi du budget	Les fonds sont (ou ne sont pas) débloqués et dépensés conformément à leur affectation.	Vérifiez si les fonds alloués sont effectivement décaissés. Utilisez les données de l'Indice comme référence. Si les fonds ne sont pas versés, soulevez cette question lors des réunions de suivi et dans des déclarations publiques.
Audit et évaluation	Rapports du gouvernement sur les dépenses. Examens par les organismes d'audit.	Demandez à accéder aux rapports sur les dépenses. Comparez les dépenses réelles aux engagements pris. Utilisez ces conclusions dans votre plaidoyer au cours du cycle budgétaire suivant.

Comment chiffrer votre requête

Une demande chiffrée est plus difficile à ignorer. Même si vous n'avez pas besoin de calculer un chiffre parfait, une estimation bien argumentée étayée par une source est toujours plus convaincante qu'une requête vague. Voici cinq façons d'arriver à un chiffre crédible pour les services et les programmes de prévention.

- 1. Prenez comme référence un pays similaire.** Utilisez l'Indice pour identifier un pays comparable qui obtient un meilleur score à votre indicateur cible sur la prévention. Étudiez ce qu'il prévoit au budget pour l'éducation à la prévention en milieu scolaire, les programmes de soutien aux pratiques parentales ou les lignes d'assistance téléphonique destinées aux enfants. Présentez l'argument comme suit : « **Si [le pays comparable] finance une ligne d'assistance téléphonique pour les enfants disponible dans tout le pays à hauteur de [montant], [votre pays] devrait viser un investissement comparable.** »
- 2. Construisez l'estimation à partir des composantes de coût.** Décomposez votre requête en éléments fondamentaux qu'un ministère des Finances, de l'Éducation ou de la Santé pourrait reconnaître. Une estimation basée sur les composantes, même approximative, témoigne de votre sérieux.

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
2.1 Éducation des élèves	Élaboration et révision des programmes scolaires ; déploiement de la formation des enseignants ; matériel pédagogique et ressources numériques ; intégration de contenus sur la sécurité en ligne ; suivi de l'exécution.
2.2 Pratiques parentales et soutien des personnes ayant la charge d'enfants	Dotation en personnel et formation pour les programmes de visites à domicile ; centres communautaires de soutien aux pratiques parentales ; sensibilisation et recrutement ; supports pédagogiques du programme ; supervision et assurance qualité.

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
2.3 Vérifications des antécédents	Élaboration ou modernisation de la base de données des antécédents criminels ; dotation en personnel de l'unité de vérification ; mécanismes de mise en conformité et d'application ; tenue à jour du registre des délinquants sexuels.
2.4 Formation avant l'embauche pour les prestataires de soins de santé	Élaboration de modules pédagogiques ; intégration dans l'accréditation de la formation médicale ; fourniture de formation continue ; supports de formation.
2.5 Ligne d'assistance téléphonique pour les enfants	Infrastructure de télécommunications et ligne d'assistance téléphonique gratuite ; recrutement et formation des psychologues ; dotation en personnel de garde 24 h/24 et 7 j sur 7 ; coordination du système d'orientation ; canaux d'accès numérique et par message.

3. Utiliser les estimations de coûts et les outils de référence publiés :

- Le [dossier technique INSPIRE](#) : de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), composé de sept stratégies pour mettre fin à la violence contre les enfants, et le [manuel INSPIRE](#) incluent des conseils concernant la mise en œuvre et des fourchettes de coûts indicatifs pour des interventions relatives aux programmes de pratiques parentales, à l'éducation et aux compétences utiles à la vie courante.
- [Child Helpline International](#) publie des orientations et des références opérationnelles pour établir et faire fonctionner des lignes d'assistance téléphonique nationales, y compris des modèles de dotation en personnel et des estimations des coûts technologiques.
- Les analyses coûts-avantages des programmes de visites à domicile (comme le [Nurse-Family Partnership](#)) sont largement diffusées et montrent un retour sur investissement compris entre 1,80 et 5,70 USD pour chaque dollar investi. Elles s'avèrent utiles pour justifier l'investissement en lien avec l'indicateur 2.2.

4. Demandez un chiffre au gouvernement. Demandez au ministère de l'Éducation ou de la Santé : « **Quel serait le coût de la mise en place d'une éducation à la prévention dans chaque établissement du premier cycle du secondaire ?** » ou « **Combien coûterait l'exploitation d'une ligne d'assistance téléphonique nationale pour les enfants accessible 24 h/24 et 7 j/7 ?** » Cette stratégie transfère la charge de l'estimation des coûts à l'acteur ayant accès aux données sur la prestation de services, crée une trace écrite et, si le ministère ne peut pas répondre et notamment s'il avait pris un engagement en ce sens, devient un argument de plaidoyer en soi : le gouvernement n'a pas chiffré sa propre promesse.

5. Utilisez un cadrage en pourcentage ou par rapport à une référence.

Lorsque des chiffres exacts ne sont pas disponibles, les requêtes proportionnelles apportent tout de même de la précision : « **Nous vous invitons à allouer au moins [X] % du budget de l'éducation aux programmes scolaires de compétences fondées sur la vie courante et de prévention** » ou « **Veillez consacrer [montant] par enfant au soutien aux pratiques parentales communautaires dans les districts les plus défavorisés.** »

N'OUBLIEZ PAS :

Les gouvernements utilisent des estimations approximatives aux premières étapes de l'élaboration du budget. Votre rôle est de veiller à ce que la requête soit **suffisamment précise pour être réalisable** et **suffisamment fondée pour être prise au sérieux**.

Justifier l'investissement

Les décideurs politiques réagissent à différents types d'arguments. Vous n'avez pas besoin de recourir aux trois stratégies fournies : choisissez celle qui portera le mieux auprès de votre auditoire et trouvez les données qui la rendent concrète dans votre contexte.

QUEL ARGUMENT POUR QUEL PUBLIC ?

- **Ministères des Finances, Trésor, commissions budgétaires, bailleurs de fonds** → Mettez en avant l'argument économique
- **Parlementaires, organismes de défense des droits humains, mécanismes régionaux** → Mettez en avant l'argument des droits
- **Ministères de la Santé et délégations, agences de santé publique** → Mettez en avant l'argument de santé publique
- **Publics mixtes** → Combinez deux arguments : « Il s'agit à la fois d'une obligation légale et d'un investissement intelligent. »

Sous chaque argument, nous présentons des exemples de données réelles provenant de différentes régions. Votre tâche : trouver l'équivalent pour votre pays. Les données nationales sont toujours plus convaincantes que les moyennes mondiales.

ARGUMENT ÉCONOMIQUE

Message fondamental : La prévention est le moyen le plus rentable de lutter contre les violences sexuelles à l'égard des enfants et des adolescent.e.s. Chaque [monnaie] investi dans l'éducation, les lignes d'assistance téléphonique, la vérification des antécédents et le soutien aux pratiques parentales permet d'éviter les coûts bien plus élevés liés à la prise en charge des dommages une fois qu'ils se sont produits, assurée par les systèmes de santé, de justice, de protection sociale et d'éducation.

Exemples de données réelles — trouvez l'équivalent pour votre contexte :

Le coût du problème

- **Monde :** Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF - United Nations Children's Fund) estime que le coût de la violence contre les enfants pourrait atteindre jusqu'à 8 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.¹
- **Afrique :** En Afrique du Sud, la violence contre les enfants coûte environ 15,8 milliards d'USD par an, soit près de 5 % du PIB. À elle seule, la violence sexuelle représente 2,1 milliards d'USD.²
- **Asie-Pacifique :** Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, la violence contre les enfants coûte environ 2 % du PIB régional.³

1 Paola Perezniето et coll., [The Costs and Economic Impact of Violence against Children](#) (Londres : Overseas Development Institute et ChildFund Alliance, 2014).

2 Celia Hsiao et coll., «[Violence against Children in South Africa: The Cost of Inaction to Society and the Economy](#)», BMJ Global Health 3, n° 1 (2018) : e000573

3 Xiangming Fang et coll., «[The Burden of Child Maltreatment in the East Asia and Pacific Region](#)», Child Abuse & Neglect 42 (2015) : 146 à 162

- **Déficit de l'Aide publique au développement (APD) :** En 2020, seulement 0,78 % de l'APD mondiale a été consacré à la lutte contre la violence à l'égard des enfants, soit à peine 0,64 USD par enfant, le montant le plus faible depuis 2015.⁴

Le retour sur investissement de la prévention

- **Programmes de visites à domicile :** Les analyses coûts-avantages montrent que les programmes de visites à domicile de haute qualité offrent un retour sur investissement compris entre 1,80 et 5,70 USD pour chaque dollar dépensé, grâce à la réduction des dépenses liées à la protection de l'enfance, au retard scolaire et à l'éducation spécialisée de la maternelle à la terminale, aux soins de santé et à la justice pénale. (indicateur 2.2)
- **Programmes de soutien aux pratiques parentales :** Une étude de grande qualité a conclu qu'un programme combinant visites à domicile et éducation précoce permettait de réaliser des économies sur l'horizon temporel d'une vie, avec un bénéfice de 7,18 USD pour chaque dollar investi. (indicateur 2.2)
- **Vérifications des antécédents :** Le coût de la mise en place d'un système de vérification des antécédents judiciaires est modeste par rapport aux frais d'une seule poursuite pour violence sexuelle contre un enfant, ou aux coûts de la prestation de services tout au long de la vie lorsqu'un délinquant connu est placé dans une position de confiance et récidive. (indicateur 2.3)

4 World Vision International et coll., [Counting Pennies 3: Assessment of Official Development Assistance to End Violence against Children](#) (2022), 5–6

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Votre pays a-t-il mené une enquête sur la prévalence de la violence contre les enfants ? Consultez le [tableau de bord des données de VACS | Together for Girls](#) pour y trouver des données des enquêtes sur la violence contre les enfants et les jeunes (VACS d'après l'anglais).
- Une étude nationale ou régionale d'estimation des coûts a-t-elle été menée ? Recherchez « coût économique violence contre les enfants » + « [votre pays] ».
- Combien votre gouvernement dépense-t-il actuellement pour la protection de l'enfance ? Comparez ce montant à ses dépenses d'intervention face à la crise.
- Si aucune donnée nationale n'existe, cela constitue en soi un argument de plaidoyer puissant : « Nous ne pouvons pas établir un budget sur un phénomène que nous ne mesurons pas. »

ARGUMENT DES DROITS ET DES OBLIGATIONS

Message fondamental : Vous vous êtes probablement déjà engagés à protéger les enfants et les adolescents contre la violence sexuelle avant qu'elle ne se produise en vertu de conventions et d'accords internationaux (voir ci-dessous). Les budgets sont ce qui permet de concrétiser ces engagements. Une ratification dépourvue de ligne budgétaire est une promesse qui reste lettre morte.

Obligations auxquelles votre gouvernement a probablement adhéré :

- **Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), article 19 :** Les gouvernements doivent prendre toutes les mesures appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de toute personne à qui il est confié

- **CIDE, article 34** : Les États doivent protéger les enfants contre toutes les formes de violence sexuelle, y compris au moyen de mesures préventives.
- **Observation générale n° 13 de la CIDE** : « Sans les ressources humaines et financières nécessaires, les droits restent une simple aspiration. » Une allocation de budget est explicitement requise.
- **Objectif de développement durable (ODD) 16.2** : Mettre fin à toutes les formes de violence contre les enfants. Les stratégies INSPIRE de l'OMS fournissent un cadre fondé sur des données probantes, dans lequel la prévention est un pilier central.

Instruments régionaux — trouvez ceux que votre pays a signés :

- **Afrique** : Articles 16 et 27 de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant (CADBE) ; Protocole de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) sur le genre et le développement, Politique de l'enfant de la Communauté de l'Afrique de l'est (CAE).
- **Asie-Pacifique** : Déclaration de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN d'après l'anglais) sur l'élimination de la violence contre les enfants ; Convention de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC d'après l'anglais) pour la promotion du bien-être de l'enfant ; engagements de l'Initiative d'Asie du Sud pour mettre fin à la violence contre les enfants (SAIEVAC d'après l'anglais).
- **Amérique** : Convention de Belém do Pará ; Résolution de l'Organisation des États américains (OEA) sur les droits de l'enfant.
- **Europe et monde entier** : Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Quand votre pays a-t-il ratifié la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) ? Qu'a recommandé le Comité en matière de prévention dans le dernier Rapport périodique ?
- Quels instruments régionaux votre gouvernement a-t-il signés ? Ceux-ci constituent des outils puissants pour le plaidoyer fondé sur la comparaison avec les pays similaires.
- Votre pays a-t-il pris des engagements lors de la [Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants](#) ou dans d'autres forums internationaux, ou encore signé des résolutions à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) ? Les engagements dépourvus de budgets sont un solide levier de redevabilité.

ARGUMENT DE SANTÉ PUBLIQUE

Message fondamental : La violence sexuelle dans l'enfance est un facteur de maladies chroniques, de troubles mentaux et de décès prématurés. La prévention est un impératif de santé publique. Investir dans l'éducation, le soutien aux pratiques parentales et l'intervention précoce réduit la charge à long terme pour les systèmes de santé.

Exemples de données réelles — trouvez l'équivalent pour votre contexte :

- **Prévalence mondiale** : Environ 1 femme sur 5 et 1 homme sur 7 déclarent avoir été victimes de violence sexuelle pendant leur enfance.⁵ D'après une analyse de 2025 dans 80 pays, 6,1 % des enfants ont déclaré avoir subi des relations sexuelles forcées, les taux étant plus élevés parmi les filles et dans les pays à faible revenu.⁶
- **Charge de morbidité** : L'OMS classe la violence sexuelle contre les enfants comme l'un des 24 facteurs de risque contribuant à la charge mondiale de morbidité. Des recherches menées dans plusieurs régions montrent une relation graduelle : plus les expériences négatives vécues pendant l'enfance sont nombreuses, plus le risque de maladies cardiaques, de cancer, de diabète, de dépression, d'abus de substances et de suicide augmente.⁷
- **Impact à long terme** : Une méta-analyse publiée dans The Lancet Public Health a conclu que les personnes ayant vécu 4 expériences négatives ou plus durant l'enfance courent un risque 2 à 3 fois plus élevé de développer un cancer ou une maladie cardiaque, et un risque 7 fois plus élevé de commettre des actes de violence sur autrui ou elles-mêmes.⁸

5 UNICEF. [FAST FACTS: Violence against children widespread, affecting millions globally](#) (4 novembre 2024)], [Communiqué de presse].

6 Alessandro Piolanti et coll., « [Global Prevalence of Sexual Violence Against Children: A Systematic Review and Meta-Analysis](#) » JAMA Pediatrics 179, n° 3 (2025) : 264 à 272

7 Derong Lin et coll., « [Global, regional and national burden of childhood sexual abuse and bullying in adolescents and young adults](#) » Frontiers in Psychiatry 16 (2025) : 1679479

8 Hughes, Karen, et coll., « [The effect of multiple adverse childhood experiences on health: a systematic review and meta-analysis](#) » The Lancet Public Health 2, no. 8 (2017)

Pourquoi la prévention est un investissement en santé :

- **Les programmes de soutien aux pratiques parentales** (indicateur 2.2) réduisent les facteurs de risque les plus fortement associés à la maltraitance infantile : le stress familial, l'isolement et les pratiques disciplinaires néfastes. Des visites à domicile de haute qualité ont conduit à une diminution de la maltraitance infantile. Cela réduit à son tour la demande en aval de services de santé mentale, de soins d'urgence et de traitement des maladies chroniques à long terme qui est associée aux expériences négatives vécues pendant l'enfance.⁹
- **L'éducation à la prévention en milieu scolaire** (indicateur 2.1) promeut une divulgation plus précoce. Les enfants exposés à un programme de prévention ont plus de chances de révéler les abus.¹⁰ Une divulgation plus précoce signifie un accès plus rapide à un soutien sanitaire et psychosocial, ce qui réduit la durée de l'exposition et la gravité des conséquences sanitaires à long terme.
- **La formation des professionnels de santé** (indicateur 2.4) transforme les contacts de santé de routine en opportunités de prévention. Les enfants consultent les professionnels de santé pour des vaccinations, des bilans de santé et en cas de maladies. Sans formation, ces rencontres sont des occasions manquées. Grâce à la formation, les professionnels de santé peuvent identifier les signes d'alerte précoce et mettre en relation les enfants et les familles avec un soutien avant que les dommages ne s'aggravent, réduisant ainsi la charge ultérieure sur les services spécialisés et de crise.

9 Casey Family Programs. [Are home visiting programs effective in reducing child maltreatment?](#) Note d'information (2022)

10 Ian G. Barron et Keith J. Topping, [School-based Abuse Prevention: Effect on Disclosures](#), Journal of Family Violence 25, no. 7 (octobre 2010)

- **Les lignes d'assistance téléphonique pour les enfants** (indicateur 2.5) font office de point d'intervention précoce au sein du système de santé publique. Un enfant qui peut joindre un psychologue formé au moment de la crise est bien moins susceptible d'avoir besoin de services de santé mentale d'urgence ou d'hospitalisation par la suite. Le dossier technique INSPIRE de l'OMS identifie les lignes d'assistance comme un volet de la stratégie des services d'intervention et de soutien, mais leur plus grande valeur a trait à la détection précoce des dommages.

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Utilisez le score de l'Indice : « [Le pays] obtient un score de [X] en matière d'éducation des élèves. Cela nous indique que les enfants ne sont pas munis des outils nécessaires pour se protéger. »
- Votre pays a-t-il mené une enquête nationale sur la violence contre les enfants ? Consultez le [tableau de bord des données de VACS | Together for Girls](#) pour y trouver des données des enquêtes sur la violence contre les enfants et les jeunes.
- Que révèlent les données issues de votre Enquête démographique et de santé (EDS) ou de vos Enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS - Multiple Indicator Cluster Surveys) sur la violence envers les enfants et les résultats obtenus en matière de santé ?
- Votre ministère de l'Éducation mesure-t-il si une éducation sur la sexualité est dispensée ? Si ce n'est pas le cas, cela constitue en soi un argument de plaidoyer.

Votre paragraphe de proposition budgétaire

Remplissez les espaces vides ci-dessous pour créer un paragraphe que vous pourrez inclure dans une demande écrite, une lettre ou une note d'orientation.

L'indice Out of the Shadows montre que **[pays]** obtient un score de **[score]** sur le pilier de la prévention, qui évalue si un pays a déployé les programmes, les garanties et les professionnels formés nécessaires pour éviter la violence sexuelle contre les enfants avant qu'elle ne se produise.

La principale lacune identifiée est **[décrire l'indicateur avec le score le plus faible et ce qu'il signifie en pratique — par exemple : « les programmes scolaires nationaux ne comprennent aucun contenu sur la sensibilisation à la violence sexuelle ou la sécurité en ligne, ce qui signifie que les enfants n'ont aucune occasion formelle d'apprendre à reconnaître les dommages ou à demander de l'aide »]**.

Pour combler cette lacune, nous demandons que **[le prochain budget / les estimations supplémentaires / le plan sectoriel]** comprenne(nt) une allocation dédiée de **[montant ou description]** pour **[ligne budgétaire spécifique tirée du tableau ci-dessus — par exemple : déploiement obligatoire d'une éducation à la prévention adaptée à l'âge dans tous les établissements du premier cycle du secondaire, ou mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique pour les enfants disponible dans tout le pays 24 h/24 et 7 j/7 et joignable au moyen d'appels ou de messages]**.

La prévention est l'investissement le plus rentable qu'un gouvernement puisse réaliser. Les données probantes montrent que les programmes de visites à domicile génèrent un retour sur investissement compris entre 1,80 et 5,70 USD pour chaque dollar dépensé¹¹. Cet investissement permettrait à **[pays]** de s'aligner sur **[pays comparable ou moyenne régionale / norme internationale / obligations de la CIDE]** et d'assurer que la protection atteigne les enfants avant que le mal ne soit fait.

11 Karoly, Lynn A., M. Rebecca Kilburn et Jill S. Cannon, [Early Childhood Interventions: Proven Results, Future Promise](#), (Arlington, VA : RAND Corporation, 2011)

Comment continuer

Cet outil budgétaire vous aide à traduire les scores de votre pays en requêtes de financement spécifiques et chiffrées sur lesquelles votre gouvernement peut agir. Les autres composantes de la trousse à outils vous aident à transformer ces données en actions :

Composante	Fonction
Guide de réunion	Script pour une réunion de 10 minutes, intervention de 2 minutes, questions sur la redevabilité.
Modèles de courriels	Courriels de prise de contact et de suivi prêts à être adaptés.
Fiche de renseignements	Contexte sur ce qu'évalue le pilier de la prévention et le mode de calcul des scores. Cela peut vous préparer à utiliser le présent outil budgétaire.